

Table des matières

Avant-propos	1
Introduction	2
1. Sept dispositifs « malins » à utiliser...	5
1.1. Souscription au capital de TPE/PME	5
1.1.1. Réduction d'impôt sur le revenu (IR-PME)	5
1.1.2. Réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF-PME)	6
1.1.3. Aménagements apportés par la loi Macron en août 2015	6
1.1.4. Aménagements apportés en 2016/2017	7
1.2. Le CESU (Chèque emploi service universel)	8
1.2.1. Quels services peut-on payer avec un CESU préfinancé ?	9
1.2.2. Qui peut bénéficier du CESU ?	10
1.3. Le ticket-restaurant	11
1.4. Le chèque-vacances	12
1.5. L'auto-entreprise	13
1.5.1. Le dirigeant auto-entrepreneur	14
1.5.2. L'associé auto-entrepreneur	15
1.6. Le Perp	16
1.7. L'assurance-vie	18
2. Les grands classiques : avantages en nature, remboursement de frais professionnels, primes/dividendes, etc.	20
2.1. Avantages en nature	23
2.1.1. Avantage en nature nourriture	24
2.1.2. Avantage en nature logement	25
2.1.3. Avantage en nature véhicule	26
2.1.4. Avantage en nature NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication)	28
2.1.5. Avantages en nature cotisations	29
2.1.6. Avantage en nature responsabilité civile des dirigeants	29
2.1.7. Avantages en nature divers	30
2.1.8. Avantages « piègeux » : DANGER !	30
2.2. Remboursement de frais	32
2.2.1. Remboursement de frais réels	32
2.2.2. Remboursement des déplacements professionnels du dirigeant salarié ou assimilé salarié	33

2.2.3.	Remboursement des déplacements professionnels de l'entrepreneur individuel et du dirigeant non salarié	34
2.3.	Rémunération/dividendes	38
2.3.1.	Fiscalité des dividendes (cas général)	38
2.3.2.	Dividendes versés aux gérants majoritaires de SARL à l'IS	39
2.3.3.	Tenir compte de la baisse du taux de l'IS	41
2.3.4.	Transformer la société pour éviter les cotisations sociales supplémentaires ?	43
3.	Les dispositifs indirects d'optimisation concernant les dirigeants salariés et assimilés...	45
3.1.	Participation	45
3.2.	Intéressement	48
3.3.	Plans d'épargne salariale	51
3.3.1.	Plan d'épargne d'entreprise (PEE) et plan d'épargne interentreprises (PEI)	51
3.3.2.	Plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco)	53
3.4.	Assurance santé collective (prévoyance-retraite)	56
3.4.1.	Impact fiscal et social de l'assurance santé collective	56
3.4.2.	Régimes supplémentaires de retraite	57
3.5.	Compte épargne-temps (CET)	59
3.5.1.	Le compte épargne-temps peut être alimenté en temps ou en argent	60
3.5.2.	Prélèvements fiscaux et sociaux	61
4.	Les dispositifs retraite/prévoyance concernant les dirigeants non salariés	63
4.1.	Cotisations déductibles	63
4.2.	Contrats « Madelin »	64
4.2.1.	Le contrat de prévoyance « Madelin »	64
4.2.2.	Le contrat mutuelle « Madelin » (complémentaire santé)	64
4.2.3.	Le contrat de retraite « Madelin »	65
4.2.4.	Quelques conseils pour la souscription d'un contrat de retraite « Madelin »	65
4.2.5.	Le contrat de perte d'emploi « Madelin »	66
4.2.6.	Fiscalité des contrats « Madelin »	66
5.	Prévoyance/retraite des mandataires sociaux : gérants, PDG ou DG ..	69
5.1.	Les dirigeants non salariés	69
5.2.	Les dirigeants dont la rémunération relève du régime fiscal des salariés	69
5.3.	Les dirigeants associés de sociétés de personnes relevant de l'impôt sur le revenu	70

6. Les dispositifs d'actionariat	72
6.1. Options de souscription ou d'achat d'actions	72
6.1.1. Contribution à la charge de la société émettrice	72
6.1.2. Contribution à la charge des bénéficiaires	73
6.1.3. Sort fiscal de la plus-value réalisée lors de la cession des actions ..	73
6.2. Attribution gratuite d'actions	74
6.2.1. Fiscalité	74
6.2.2. Régime social	75
6.2.3. Attention : durcissement du dispositif en 2017 !	75
6.3. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	76
6.4. Rémunération des comptes courants d'associés	77
6.4.1. Fiscalité du bénéficiaire	78
6.4.2. Précisions utiles	79